

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Santé

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Mickaël DIORE, Fatma NAKIB, Jacques DOMERGUE.

Contrat Local de Santé (CLS) pour la période 2022-2027 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, rapporte :

Membre du Réseau Français des Villes Santé, Montpellier, dotée de la plus ancienne faculté de médecine du monde encore en activité a toujours été engagée sur la diffusion des savoirs en santé. Afin que Montpellier territoire d'excellence en santé globale, soit aussi demain un territoire où la qualité de vie rime avec bien être au quotidien, l'exécutif municipal souhaite s'engager dans une stratégie de ville-santé qui :

- Agit en faveur de la santé de tous et réduit les inégalités, garantit l'accès aux soins à tous les âges de la vie, ville à hauteur d'enfant et ville amie des aînés. Montpellier sera ville du parcours de soin simplifié, coordonné avec les acteurs du territoire et sera exemplaire en prévention, avec l'ambition de jouer un rôle sur la baisse des taux de prévalence de certaines pathologies ;
- Améliore constamment la qualité de son environnement ;
- Favorise le développement d'une communauté solidaire et qui participe à la vie de la cité ;
- Développe une économie diversifiée et innovante ;
- Donne à chacun les moyens d'avoir accès à la culture et de réaliser son potentiel de créativité.

Par ailleurs, la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoire (HPST) du 21 juillet 2009 a institué une territorialisation des politiques de santé et a porté une réforme globale qui permet aux institutions, opérateurs et professionnels de santé de s'adapter aux nouveaux besoins des populations. C'est dans ce cadre qu'ont été

institués les Contrats Locaux de Santé (CLS), véritables outils de coordination des politiques publiques et des initiatives locales dont l'objectif est de mutualiser les moyens au service des priorités de santé des territoires.

Les CLS portent sur « *la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social* » mais également sur la qualité de vie de chacun en incluant une approche globale autour des déterminants de santé (Accès à l'activité physique et à une alimentation de qualité, logement, transports, environnement physique, cohésion sociale...).

Ainsi, en actant la construction et la mise en place d'un Contrat Local de Santé à l'échelle de la commune lors du Conseil municipal du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier et l'Agence Régionale de Santé Occitanie se sont engagées à construire avec l'ensemble des acteurs de santé, du social et du médico-social, un projet de santé adapté aux spécificités du territoire afin de conduire des actions qui répondent au plus juste aux besoins de ses habitants.

Véritable outil au service de la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé, le CLS permettra de soutenir :

- L'amélioration des contextes environnementaux et sociaux qui déterminent l'état de santé des populations ;
- L'accès des personnes, notamment « *démunies* », aux soins, aux services, et à la prévention ;
- La promotion et le respect des droits des usagers du système de santé ;
- La mise en place de parcours de santé efficaces et efficients.

Il est signé pour une durée de 5 ans et pourra être amendé par la rédaction d'avenants, en fonction de l'évolution des besoins du territoire et des dynamiques engagées. Il s'appuie aussi très largement sur la synergie partenariale, au travers d'une articulation des actions et objectifs des différents acteurs.

Les principaux éléments du diagnostic territorial de santé :

- Un accroissement démographique important, une population qui a peu vieilli et compte une part importante de jeunes ;
- D'importantes disparités sociales avec une précarité marquée sur les 12 quartiers politique de la ville qui regroupent près de 55 000 habitants ;
- Des situations d'isolement des jeunes, des personnes âgées et des familles monoparentales doivent être prise en compte ;
- Une offre de soins significative mais une répartition territoriale à améliorer ;
- Un recours à la prévention à soutenir ;
- Des comportements à risques sur lesquels il est nécessaire d'agir ;
- Des nombreux dispositifs et de nombreux acteurs à mettre en réseau pour une meilleure coordination des actions et un meilleur maillage territorial.

Les axes thématiques du Contrat Local de Santé de Montpellier :

- Offre de soins de premiers recours :
 - o Soutenir la création de centres de santé et structures d'exercice coordonné de proximité ;
 - o Accompagner le développement et l'organisation de l'offre de soins non programmés ;
 - o Accompagner le déploiement des outils d'identification, d'information et d'orientation vers l'offre de soins de premier recours ;
- Santé Mentale :
 - o Création d'un Conseil Local en Santé Mentale (CLSM) ;
 - o Promouvoir les semaines d'information en santé mentale (SISM) ;
 - o Soutenir le repérage précoce des troubles cognitifs et du développement chez l'enfant ;

- Santé Environnementale :
 - o Développer un programme d'actions de lutte contre les perturbateurs endocriniens (PE) ;
 - o Identifier et promouvoir des outils d'évaluation d'impact sur la santé (EIS) ;
 - o Mise en place d'un pollinarium sentinelle ;
- Promotion de la Santé et démarches de prévention :
 - o Renforcer la prévention des cancers et l'accès au dépistage organisé des cancers ;
 - o Contribuer à l'organisation des actions de réduction des risques et des dommages à destination des usagers de drogues ;
 - o Développer et renforcer les actions de promotion de la santé sexuelle ;
 - o Promouvoir l'activité physique santé ;
- Santé des populations en situation de précarité :
 - o Renforcer la médiation sociale et la médiation en santé au service des personnes en situation de précarité ;
 - o Renforcer les actions de prévention et de prise en charge thérapeutique des personnes en situation de précarité ;
 - o Accompagner la mise en place d'une coordination locale de la santé des jeunes (16 – 25 ans).

Au-delà d'une amélioration de la gouvernance et de la bonne coordination des acteurs, l'instrument CLS constitue, pour l'exécutif municipal, une opportunité de porter une vision politique et des projets concrets pour les montpelliérains.

C'est notamment le cas pour deux projets qui tiennent une place particulière dans le projet de mandat, qui sont aujourd'hui à l'étude et devraient nous permettre de co-construire pour améliorer :

- La prise en compte des besoins en matière de réduction des risques liés aux conduites addictives. La mise en place de dispositifs mobiles permettant aux consommateurs de disposer de matériel et pratiques sécurisées étant une des réponses envisagées. C'est aussi un levier important pour accompagner ces publics dans des parcours de réinsertion sociale et d'accès aux droits ;
- La collaboration avec la Région Occitanie qui a constitué, en juin dernier un groupement d'intérêt public afin de renforcer l'attractivité des territoires vers les professionnels de santé au travers de l'implantation de centres de santé. La ville de Montpellier souhaite pouvoir s'inscrire dans ce partenariat à compter de 2023, en concertation avec les professionnels de santé présents sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du Contrat Local de Santé ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat Local de Santé_2022-2027.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-206514-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.